

LOCALE

500 personnes manifestent pour les salaires et les réformes

🕒 2 min



Près de 500 personnes ont battu le pavé de la Bourse du travail à l'inspection académique, pour protester contre le manque de moyens et « la mise en place des réformes à marche forcée ».

« C'est un ras-le-bol général ». Enseignantes en écoles maternelles, Pauline et Nadège expriment l'état d'esprit général des personnels de l'Education nationale qui ont manifesté dans les rues de Tarbes, jeudi matin, sous la même bannière intersyndicale. Près de 500 personnes ont battu le pavé de la Bourse du travail à l'inspection académique, pour protester contre « la faiblesse des

salaires, les suppressions de postes (à la rentrée prochaine, 16,5 équivalent-temps-plein dans les lycées généraux et technologiques des Hautes-Pyrénées pour une carte scolaire annoncée à zéro poste), la mise en place des réformes à marche forcée ».

« Aucune perspective d'évolution pour les élèves en difficulté »

Selon Marie et Amélie, professeurs en Segpa (section d'enseignement général et professionnel adapté), la mise en place de groupes de niveaux et la baisse des moyens budgétaires au collège va « renforcer les inégalités entre élèves, le déterminisme social. Il n'y a aucune perspective d'évolution pour les élèves qui ont le plus besoin de l'Education nationale ». Pauline et Nadège partagent ce constat au niveau de l'école primaire où « l'inclusion des élèves en difficulté ou en situation de handicap souffre de la surcharge des structures de soins où le délai d'attente de la prise en charge est parfois d'un ou deux ans, et du manque de moyens des Rased (réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) ». Les organisations syndicales revendiquent d'ailleurs « la défense de l'enseignement spécialisé et adapté, le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux, un statut de fonctionnaire, un vrai salaire et des recrutements pour les AESH (accompagnants des élèves en situation de handicap) ».

« Le jour où nous arrêtons de pallier aux carences, le système s'effondre »

D'une manière générale, Pauline et Nadège « se sentent de plus en plus seules et abandonnées par l'institution, alors même qu'elle exige toujours plus de travail administratif, d'objectifs et de projets pédagogiques. Par solidarité avec les collègues, du fait du non-remplacement, quand nous sommes malades, nous continuons à venir travailler. Mais le jour où nous arrêtons de pallier aux carences, le système s'effondre ». Pour les organisations syndicales, « le projet de réforme du lycée professionnel est emblématique du moins d'école, moins d'enseignants, plus d'externalisation des missions et plus de management ! Plus

globalement, les mesures » Chocs des savoirs « annoncées par Gabriel Attal, vont encore dans le sens d'un contrôle accru du travail enseignant, contre la liberté pédagogique ».

Cyrille Marqué



